

*Questions orales*

Que la Chambre discute immédiatement de cette question et exige que le ministère de l'Environnement dépose tous les rapports qu'il détient à la suite de ces analyses.

**M. l'Orateur:** La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** Oui.

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc pas être proposée.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LA DÉFENSE NATIONALE

LA POSSIBILITÉ DE CHOISIR UN AUTRE APPAREIL QUE L'ORION—LES DÉMARCHES DE LA FIRME REISMAN AND GRANDY AU BUREAU DU GÉNÉRAL ALLAN

**M. Allan B. McKinnon (Victoria):** Monsieur l'Orateur j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. L'opposition a fait plusieurs propositions constructives à propos du remplacement de l'Argus. Chaque fois le ministre a prétendu qu'il étudiait plusieurs solutions. Le ministre peut-il nous assurer qu'il n'a pas écarté ces possibilités et que la semaine prochaine, si le cabinet a rejeté son choix et s'il conserve ses pouvoirs, il s'empresera de proposer au cabinet une des autres solutions?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, je pensais que le député connaissait suffisamment le Règlement pour éviter de me poser une question hypothétique, une semaine d'avance encore!

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKinnon:** Monsieur l'Orateur, j'espère que les options du ministre tiennent toujours et qu'il voudra bien nous faire part, dans l'intérêt du pays, de ses intentions à propos du remplacement de l'appareil Argus. Le ministre est-il au courant des visites qu'auraient effectuées des responsables de la maison Reisman and Grandy au bureau du général Allan, et peut-il communiquer à la Chambre le but de ces visites ou de cette visite de la part des experts-conseils de Lockheed, puisque la firme Reisman and Grandy pas plus que le ministre d'ailleurs, n'ont nié qu'il y ait eu des activités de couloir ou des instances de faites auprès de représentants du gouvernement par la société Lockheed?

**M. Richardson:** Monsieur l'Orateur, en réponse à la première partie de la question, je dirai que nous avons toujours l'intention d'obtenir du matériel neuf pour les Forces armées canadiennes et aussi de respecter nos engagements envers l'OTAN. C'est ce que nous sommes en train de faire en essayant d'acquiescer un patrouilleur à long rayon d'action. Une fois que nous aurons épuisé tous les moyens de nous procurer le meilleur matériel possible pour

[M. Beaudoin.]

les Forces armées, nous envisagerons alors des solutions de rechange. Nous avons passé plusieurs années à étudier les autres possibilités et à décider de la voie à suivre.

A propos de l'autre question, j'ai déjà dit auparavant que les rapports entre la maison Reisman et Grandy et la société Lockheed n'intéressent que ces deux entreprises. Ils serviront probablement de base de discussion dans un sens plus large en ce qui concerne les directives qui ont été proposées mais n'affecteront en aucune façon mes propres contacts avec la société Lockheed, et là je veux parler du contrat direct entre moi-même, mes fonctionnaires et la société.

### LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—LES FONCTIONS DU GÉNÉRAL ALLAN DANS LE CADRE DU PROJET

**M. Allan B. McKinnon (Victoria):** Je trouve extraordinaire que le ministre réponde de cette façon à la seconde partie de la question. Nous ne sommes en aucune façon concernés...

**Des voix:** La question!

**M. McKinnon:** ... par les relations qui existent entre Reisman and Grandy et Lockheed. Nous nous intéressons aux relations entre Reisman and Grandy et le ministre de la Défense nationale. Le ministre pourrait-il préciser pour la gouverne de la Chambre quelle est exactement la fonction directoriale du général Allan, à l'égard des représentants détachés par le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Finances, auprès de l'équipe chargée du projet?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Le général Allan est chef de l'équipe du projet. Il s'agit d'une équipe interministérielle qui comprend des fonctionnaires d'autres ministères. Je ne peux tous les nommer maintenant, mais il y a des représentants des Finances, de l'Industrie et du Commerce, de l'Expansion économique régionale et d'autres.

\* \* \*

### LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

LA CONSTITUTION DE LA FIRME D'EXPERTS-CONSEILS REISMAN AND GRANDY ET LA DATE DE DÉMISSION DES DEUX ANCIENS SOUS-MINISTRES

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Une question supplémentaire au premier ministre suppléant. D'après le ministère de la Consommation et des Corporations, la firme d'experts-conseils Reisman and Grandy Limited a été constituée en corporation le 26 mars 1975. MM. Reisman et Grandy ont occupé leurs fonctions officielles de sous-ministres jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1975. Le premier ministre suppléant ne juge-t-il pas que l'établissement d'une société d'experts-conseils par deux hauts fonctionnaires encore en fonction constitue un grave conflit d'intérêts, de fait un acte répréhensible de leur part?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Je ne connais pas tous les faits. Toutefois, je signalerai que si la société ne fonctionnait pas tandis qu'ils étaient encore sous-ministres, il n'y a pas de conflit d'intérêts.